



Administration et gestion efficace des recettes tirées des ressources naturelles avec des capacités limitées

Antoine Heuty

Deputy Director, Revenue Watch Institute

21-22 mars 2012

Kinshasa, République démocratique du Congo

Le dilemme de l'impôt

- Dilemme progressivité / facilité d'administration :
 - Les outils fiscaux les plus simples à administrer (bonus et royalties) sont aussi les moins progressifs...
 - Alors que les plus compliqués (imposition des ressources de rente) sont les plus progressifs.
- Complexité des impôts sur la rente et de la participation de l'Etat :
 - Fardeau administratif pour les autorités publiques
 - Déperditions de recettes.
- Bien au-delà du problème des recettes ou de l'imposition :
 - Capacités
 - Incitations
 - Transparence

Manque d'argent : l'ampleur du problème

- Ressources naturelles & mobilisation des moyens nationaux :
 - En 2008, les exportations de pétrole et de produits minéraux d'Afrique représentent **9x** la valeur de l'aide internationale et **10x** celle des exportations agricoles ;
 - République Démocratique du Congo : \$450 millions de recettes perdues dans l'activité minière en 2008 (Commission du Sénat, 2009)
- Pacte fiscal international : beaucoup de pays en développement ne collectent que 40 % de leur impôt potentiel
- Dernier rapport ITIE sur la Zambie : moins de la moitié des entreprises minières ont payé l'impôt sur les sociétés en 2008
- Corrélation entre économies exportatrices de pétrole et fuite des capitaux : **pour chaque dollar américain provenant de l'exportation du pétrole, les pays perdent de 11 à 26 cents en flux financiers illicites** (Boyce et Ndikumana, 2011)
- L'évasion et la fraude fiscales des multinationales coûtent aux pays en développement plus de 1 000 milliards de dollars par an (GFI, 2011)

Où se situe le risque ?

- La sous-évaluation du volume et de la valeur des ressources ainsi que l'exploitation illégale sont particulièrement problématiques en RDC et au Nigeria (leBillon, 2011)
- 30-50 % de la production de diamants de la RDC en valeur est exportée sans réelle valorisation (Banque mondiale)

Table 2. Revenue streams and risks of illicit financial flows

Revenue stream	Illicit financial flow risks
Bonuses	Bribes and payments outside central budget accounts, associated with embezzlement and political slush funds
Royalties	Underreporting of volume, underestimated value, price discount, benchmark or indexation
Fees	Petty corruption related to extortion or payment avoidance
Corporate income taxes	Transfer mispricing/over-invoicing, undue tax exemptions or rebates
Production share	Misreporting on volume or quality by operating company, inflation of operational costs, embezzlement by state resource marketing entity

Source : U4/CMI, "Extractive Sectors and Illicit Financial Flows" Novembre 2011

Le problème des prix de transfert

- 2/3 des transactions commerciales mondiales se font au sein d'un groupe... Quelle est la part des prix de transfert ?
- Faiblesse des capacités d'administration fiscale
- La législation sur les prix de transfert est souvent inadaptée, voire inexistante
- Les pays en développement disposent de peu de transactions comparables et non contrôlées sur lesquelles ils pourraient s'appuyer
- Les exigences de documentation des normes internationales sont souvent faibles

Le problème des prix de transfert

- Dépenses des petites entreprises
 - Grande difficulté à établir des comparaisons
- Sous-capitalisation
 - Le financement intra-groupe autorise des charges d'intérêts excessives qui réduisent le résultat imposable
- Couverture
 - Si le cour de l'or est de \$1500/once mais qu'il se vend dans un contrat à long terme à \$900/once, quel sera l'impact sur les recettes gouvernementales ?

Limiter le risque des prix de transfert

- Standardiser les contrats au maximum
- Se concentrer sur les principales sources de revenus et simplifier, voire éliminer les petits impôts.
- Limiter la sous-capitalisation
- Accords préalables de prix de transfert
- Lier les royalties, les impôts et le partage des bénéfices à des indices de prix observables
- Limites raisonnables à certains coûts

Investir dans l'administration des recettes

- Rôle de l'Unité Grands Contribuables
 - Concentration des moyens d'audit
 - South Africa Revenue Authority vs. RDC (OFIDA, DGRAD, DGI)
- Autorités des revenus semi-autonomes
 - Comptes rendus directement au Conseil et/ou au Ministre
 - Incitations : financement en fonction des performances
 - Recrutement de spécialistes
 - Absence de conflits d'intérêt avec la fonction surveillance
 - Bolivie, Ghana, Malaisie, Afrique du sud, Tanzanie, Zambie
- Partenariats avec le secteur privé (Angola, par exemple)

La transparence dans les pays producteurs

- Nécessaire pour un bon suivi et une bonne application
- Des incitations pour que tous les acteurs respectent les règles du jeu
- Transparence des contrats
- Initiative pour la transparence des industries d'extraction (ITIE)
 - Ghana : changer la redevance
 - RDC ?
- Chiffres de production, de coûts et de recettes
- Voir “Commodity Price Shocks and Inclusive Growth in Low-Income Countries” eds Arezki, Pattillo, Quintyn et Zhu

Coopération internationale et règles

- Coopération internationale (DTA, TIEA)
- Obligation de divulgation dans les pays « d'origine » : la section 1504 du U.S. Dodd-Frank Act et d'autres propositions de législation européenne imposent aux entreprises de pétrole, de gaz et minières de signaler leur paiements aux autorités :
 - Au niveau national et sous national,
 - Pour chaque pays,
 - Par projet.
- Les normes comprennent les royalties, les bonus, les impôts et les honoraires...
- ... mais pas la totalité des bénéfices, volumes de production, ventes, échanges/financements intra-groupe, actifs et informations sur le personnel.
- Données essentielles pour arrêter les prix de transfert et d'autres formes d'évasion fiscale.

Proposition de modèle de reporting

REPORTING TEMPLATE OF KEY INFORMATION IN AN EXTENDED CBCR AS PROPOSED BY PWYP NORWAY. (For more info pls. see: www.pwyp.no)	Oil & Gas	Mining		
Type production	Financial statement	Financial statement	Country 1	Of which: Project A
METRICS				
Volume 1	bbl o.e.	tonnes	bbl o.e.	bbl o.e.
Type production	56,5%oil, 36,5%gas	88,2%CU, 11,8%CO	40%oil, 60%gas	45%oil, 55%gas
Volume 2	tonnes	ounces	tonnes	tonnes
Type production	100%NGL	100%AU	100%NGL	100%NGL
# Employees 31.12.				
INVESTMENTS (mill USD)				
I. Tangible assets - original value				
II. Acc. Depreciation tangible				
REVENUES (mill USD)				
COSTS (mill USD)				
PROFIT & TAX (mill USD)				
I. Net profit before tax				
II. Cash tax				
III. Deferred tax				
IV. Net profit after tax				
TAXES PAID IN YEAR ('000 USD)				
CASHFLOW				
I. Dividends paid				

N.B. : Toutes les sous-catégories n'apparaissent pas dans cette liste. Un modèle complet devrait comprendre l'intégralité des investissements, des recettes, des coûts et des impôts.

Les taxes sur le pétrole, le gaz et les mines incluraient de facto:

- Les paiements locaux,
- les bonus personnels, les rentes foncières, etc.
- les droits d'importation,
- les frais de CO2, les taxes sur les ventes, les droits à l'exportation, etc.
- Les royalties, les taxes inattendues,
- l'impôt sur les sociétés,
- D'autres taxes sectorielles spéciales

Conclusion

- Améliorer la situation et augmenter les ressources nationales consacrées au développement n'est pas uniquement une question de recettes
- Partir sur de bonnes bases : un cadre juridique transparent et fort peut largement augmenter la mobilisation des moyens nationaux.
- Capter une plus grande part de la rente nécessite des investissements conséquents dans les capacités d'administration des recettes.
- Les normes internationales comme les obligations de publication (Dodd-Frank, législation européenne) peuvent faciliter l'application.

Merci !

Antoine Heuty
Deputy Director, Revenue
Watch Institute
aheuty@revenuewatch.org
+1 212-548-0698

